

Je souhaiterais consacrer la partie de cette chronique concernant la jurisprudence européenne concernant l'environnement et la santé , à une **décision de la Cour Européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg du 20 mars 2008** que j'estime très importante car confirmant de manière très ferme l'évolution de cette Cour sur la responsabilité des Etats concernant la protection de la vie de leurs citoyens sur le fondement de l'article 2 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme : « le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi »

En effet , si depuis 1950 ont été déclarées irrecevables plusieurs requêtes fondées sur la violation de cet article 2, soit une requête à propos des essais nucléaires ,et plus particulièrement du déversement de déchets atomiques en mer (COMM.EDH 5:/08/1950 / RFA ReqNo715/70) une requête concernant l'utilisation d'un marais par l'armée pres d'un village(COMM.EDH 13/05 1976 /Royaume-Uni) ,et une autre requête fondée sur l'absence de mise en conformité aux normes de sécurité d'une usine polluante classée à haut risque (COMM.EDH 6/ 07/1995 Guerra /Italie), la jurisprudence européenne a beaucoup évolué depuis .

Dans un premier temps , deux décisions de 1994 et 1998 s'étaient fondées sur l'article 8 de la CEDH pour condamner deux Etats pour des atteintes graves à l'environnement pouvant toucher le bien-être des personnes et les priver de la jouissance de leur domicile et nuire à leur vie privée et familiale.

La Cour a affirmé dans le 1er cas d'espèce qui était celui de la proximité d'établissements polluants par rapport à une habitation , l'obligation de l'Etat d'adopter des mesures raisonnables pour protéger le droit de la personne au respect de sa vie privée et familiale et de son domicile :l'Espagne a ainsi été condamnée pour ne pas avoir ménagé l'équilibre entre l'intérêt du bien-être économique d'une ville (station d'épuration) et cette jouissance du droit individuel de respect de son domicile et de sa vie privée et familiale(CEDH 9/12/1994Lopez Ostra /Espagne)

La Cour de Strasbourg a également affirmé dans le deuxième cas d'espèce , que l'Italie avait failli à cette obligation de garantir ce droit des personnes affirmé par l'article 8 de la CEDH, en n'informant pas les habitants de la ville de Manfredonia , avant l'arrêt en 1994 de la production par une usine proche de leur domicile de fertilisants toxiques, du danger en cas d'accident dans cette usine(CEDH19/02/1998 Guerra /Italie)

On peut noter qu'un 3eme cas a été jugé plus récemment en 2006 sur le fondement de ce même article 8 et concernant dans ce cas également l'Etat italien sur le danger de la proximité d'habitation d'une requérante avec une usine polluante.

Cependant , aucune condamnation n'était intervenue dans le cas d'atteinte à la santé et à la vie humaine

La première décision de la CEDH sur le fondement de l'article 2 date de 2002 se trouve être celle de la condamnation de la Turquie dont les autorités administratives connaissaient ou devaient connaître le danger couru pour leur santé et leur vie par les habitants des quartiers situés à proximité d'une décharge municipale polluante et n'ont ni informé ces personnes ni remédié à ces dangers. Selon la Cour , L'Etat n'a pas pris dans le cadre de son pouvoir et de son savoir les mesures nécessaires contre le danger couru par les personnes Cette décision affirme l'existence d' une obligation positive incombant aux États de prendre des mesures appropriées pour sauvegarder la vie des personnes relevant de leur juridiction Cette obligation doit être interprétée comme s'appliquant dans le cadre de toute activité, qu'elle soit publique ou non, dans lequel le droit à la vie peut être en jeu ,et en particulier à la sphère des risques industriels, ou "activités dangereuses", telles que l'exploitation de sites de collecte des déchets et au devoir de donner les informations du public sur toutes les menaces sur la vie des personnes (CEDH 18/02 /2002 Oneryildiz /Turquie)

Il est précisé par la Cour que les principes développés dans sa jurisprudence , relatives à la « planification et aux questions environnementales touchant la vie privée et le domicile peuvent toujours être également évoqués pour la protection du droit à la vie ».

La plus intéressante est la **dernière décision de la CEDH du 20 mars 2008 Budaieva contre la Russie confirmant cette évolution et affirmant le devoir des Etats de protéger la population contre des catastrophes naturelles évitables**

Il s'agissait de coulées de boue dans un village du Caucase central appelé Tyrnauz, qui se produisaient depuis plusieurs dizaines d'années à cause de glissements de terrains, et dont le danger n'avait pas été écarté par des dispositions suffisantes de la part de l'administration de construction d'ouvrages de protection adéquats et d'entretien des ouvrages existants. Plusieurs coulées de boue très importantes avaient provoqué en 2000 la mort de huit personnes et des blessures sur de nombreuses autres, qui n'avaient pas été suffisamment informées du danger immédiat pour pouvoir s'éloigner et sauver leur vie ou leur intégrité.

Les négligences constatées par la Cour pour condamner l'Etat sont donc l'absence de prise de mesures d'aménagement du territoire nécessaires pour protéger les habitants du danger, l'absence de système d'alarme pour les avertir en cas de nouveaux écoulements qui en réalité se sont produits, et l'absence de plan d'évacuation des personnes.

« À la lumière des conclusions ci-dessus, la Cour conclut qu'il n'y a pas de justification pour les autorités, d'omissions dans la mise en oeuvre de l'aménagement des terres et des secours d'urgence par celles-ci dans la zone dangereuse de Tyrnauz, ce risque mortel étant prévisible en ce qui concerne l'exposition des résidents, y compris toutes les autres personnes qui pouvaient courir ce risque. En outre la Cour estime qu'il existe un lien de causalité entre les graves lacunes administratives qui entravent leur mise en oeuvre et la mort de Vladimir Budaiev de même que les blessures subies par les autres requérants.

Les autorités ont donc manqué à l'obligation positive de mettre en place un cadre législatif visant à assurer une dissuasion effective contre les menaces au droit à la vie comme l'exige l'article 2 de la CEDH

En conséquence il y a eu une violation fondamentale de l'article 2 de la Convention. »

la Cour a de plus déploré que le Parquet ait décidé une semaine après la catastrophe de ne pas ouvrir d'enquête judiciaire, et qu'aucune investigation administrative ou technique n'ait été non plus effectuée sur les négligences ayant entraîné la mort évitable de plusieurs habitants du village.

La Cour a en effet rappelé à propos de cette décision les principes relatifs à la réponse judiciaire en cas de violations alléguées du droit à la vie fondées sur l'article 2 de la Convention et déjà affirmées dans la décision *Osman / Royaume-Uni* du 28 octobre 1998 (Cette affaire concernait l'absence d'enquête sur une défaillance de la police avertie d'un danger de fusillade qui s'est finalement produite, occasionnant la mort de celui qui était menacé)

« Lorsque des personnes ont perdu la vie dans des circonstances qui peuvent potentiellement engager la responsabilité de l'État, cette disposition implique un devoir pour l'État d'assurer, par tous les moyens à sa disposition, une réponse adéquate - judiciaire ou autre - de sorte que le cadre législatif et administratif mis en place de protéger le droit à la vie communautaire est dûment appliquée et toute violation de ce droit sont réprimés et punis »

Des actes positifs ou des omissions de la part de l'Etat, liés à l'environnement et à la santé, peuvent désormais être condamnables par la CEDH.

Rappelons en conclusion les termes d'une décision du 22 mars 2001 de cette Cour , même si celle-ci n'était pas alors liée à la protection environnementale et de santé des membres d'une nation :

« Le droit à la vie constitue un attribut inaliénable de la personne humaine et il forme la valeur suprême dans l'échelle des droits de l'homme »